TUNISIE L'ESPOIR : MODE D'EMPLOI POUR UNE REPRISE

*Par Elyès Jouini**

L'économie tunisienne est aujourd'hui très mal en point. À une politique économique qui a privilégié la rente au profit d'une minorité proche du pouvoir a succédé une politique économique court-termiste qui fait la part belle à la consommation.

La situation sociale est inquiétante car le mécontentement est plus grand.

Le temps est venu de réfléchir à une nouvelle politique économique.

Commençons par faire un état des lieux de la situation.

Le plus évident d'abord : les moteurs extérieurs de la croissance ont disparu. La forte dépendance à une Europe en crise en est la cause principale. Le tourisme est en berne. L'investissement est au plus bas. L'investisseur étranger a fui et même l'investisseur local recule, comme en témoigne la baisse des intentions d'investir (-57 % à Siliana, -43 % à Jendouba,…). L'investissement public reste en butte à des difficultés de financement, aux troubles sociaux dans les régions et aux inévitables lenteurs procédurales et administratives.

La seule politique privilégiée est celle de la consommation avec notamment une augmentation de la masse salariale dans le secteur public, de contrôle des prix, d'approvisionnement en produits de consommation importés, alimentée par une politique monétaire accommodante de faible taux d'intérêt. Le rebond modeste de l'économie qui en a résulté n'a cependant pas suffi à atténuer la contestation sociale.

En politique budgétaire, le déficit s'alourdit. Le ratio de la dette par rapport au PIB n'est pas encore alarmant dans l'absolu mais une faible croissance et une hausse non maîtrisée des dépenses courantes pourraient lui faire atteindre un niveau critique à moyen terme.

En politique monétaire, la politique accommodante de la Banque centrale ne pourra être longtemps maintenue avec une inflation grandissante.

Mais, comment en est-on arrivé là ?

Le modèle de croissance retenu par l'ancien régime a conduit au blocage du pays. Il était d'essence libérale (accélération des investissements et croissance économique en s'appuyant sur les forces du marché et l'initiative privée) mais plaçait l'intérêt de la clientèle au-dessus de l'efficacité économique, que ce soit dans l'attribution des diverses licences et des marchés, ou au niveau du respect des règles de la concurrence. Il en a résulté des relations de favoritisme et de corruption restreignant la libre concurrence. Les entreprises proches du pouvoir ont ainsi fait une concurrence déloyale sur le marché intérieur.

A cette concurrence déloyale s'est ajouté un accès inégal au crédit. L'allocation du capital

s'est rarement effectuée sur des critères économiques. Le secteur financier a concentré ses capacités de financement sur les seules entités adoubées par l'Etat.

Cette série de facteurs a favorisé l'émergence d'un capitalisme peu concurrentiel, peu propice à la prise de risque et ne favorisant pas l'innovation.

D'autre part, l'Etat a délaissé la justice sociale. Les politiques sociales mises en place ont été dans l'incapacité de répondre aux vrais problèmes économiques et sociaux :

- un chômage qui ne cesse de progresser chez les jeunes diplômés dont les profils correspondent peu à ceux recherchés par les entreprises;
- des inégalités territoriales et sociales qui ont coupé le pays en deux ;
- un secteur informel qui s'étend, causant une concurrence déloyale aux entreprises qui s'acquittent de leur dû fiscal et social;
- Un système fiscal complexe, économiquement inefficace et inadapté pour les PME.

Face à cette situation dégradée, la Tunisie dispose de nombreux atouts pour relever ces défis.

Ces atouts ne doivent pas servir, comme par le passé, pour nourrir un discours naïf d'autosatisfaction. Ils doivent être mis au service d'une stratégie ou d'un modèle de développement alliant croissance et redistribution.

L'atout le plus important de la Tunisie reste sans doute sa marche entamée et résolue vers une démocratie de plus en plus participative. Un « esprit public » est en train d'émerger.

Les différents agents économiques, entreprises et ménages, doivent contribuer à l'effort national. La Tunisie en a besoin pour relever les nouveaux défis sans délai. La condition de la prospérité future de la Tunisie en dépend.

Une nouvelle politique économique pour la Tunisie passe d'abord par une réforme de la politique fiscale en vue d'une juste répartition de la charge fiscale, tout en sauvegardant le pouvoir d'achat de la classe moyenne et sans affaiblir la compétitivité des entreprises nationales.

Mode d'emploi pour une reprise

Sur les leviers dont dispose l'Etat, celui qu'il s'agit d'actionner et d'élargir au plus vite est l'assiette fiscale. Aujourd'hui, peu d'entreprises paient l'impôt. Ceux qui s'en acquittent (les salariés) n'en ont pas le sentiment car ils sont prélevés à la source. Chacun a le sentiment que tout le monde ne s'acquitte pas de ses obligations de la même façon, et que la charge fiscale est injustement répartie.

Cependant, une telle réforme ne peut réussir que si elle suscite une adhésion large. Une plus grande pédagogie crédible devra rendre palpable, aux yeux des citoyens, la contrepartie de l'impôt pour la prospérité de la Cité.

Les nouvelles ressources dégagées par l'Etat pourront être réallouées de deux façons :

- vers ceux qui en ont le plus besoin, en parallèle avec une réforme progressive de la Caisse de compensation.

- vers des projets d'infrastructure créateurs d'emplois qui soient économiquement justifiés. Car avec des investisseurs, étrangers et privés, peu certains de la rentabilité espérée de leurs investissements, il appartient à l'Etat d'investir dans des projets pour amorcer le passage vers un modèle de croissance basé sur les exportations.

Ces investissements devront être lancés d'urgence avec des structures ad hoc dédiées. A situation d'urgence, structures d'urgence. Ils seraient en mesure de créer des emplois notamment dans les régions défavorisées, pour accompagner la croissance économique et répondre aux revendications sociales pressantes. Ils constitueraient, d'autre part, une opportunité pour permettre aux PME tunisiennes de se développer sur leur marché naturel (à l'instar des Small Business Act américain et européen) et permettraient, d'autre part, d'améliorer l'offre logistique du pays nécessaire pour renforcer sa compétitivité à l'export.

A l'instar de l'expérience marocaine, la Caisse des dépôts récemment créée pourrait apporter une partie du capital nécessaire.

Pour se développer, l'économie a également besoin d'un secteur financier qui soit réellement mobilisé pour soutenir l'entrepreneuriat et la prise de risque.

Afin d'ancrer la Tunisie à terme dans une stratégie volontariste de croissance basée sur l'export, il faudra développer un nouveau modèle industriel inclusif qui aura pour priorité de :

- permettre une montée en gamme du tourisme
- de développer les métiers de demain dans le textile, l'industrie agroalimentaire, l'industrie automobile et aéronautique ainsi que les services aux entreprises.

Cette nouvelle politique permettrait d'ancrer la Tunisie dans une croissance accélérée, pérenne, équilibrée entre les différents agents et secteurs économiques et pour tous les Tunisiens.

**Elyès Jouini est vice-président de l'université Paris-Dauphine, président de la Fondation Dauphine et administrateur de l'Institut Tunis Dauphine. Professeur des universités de classe exceptionnelle, il est membre de l'Institut universitaire de France et titulaire d'une chaire de la Fondation du Risque. En 2005, il a partagé le prix du meilleur jeune économiste (2005) avec Esther Duflo. Il a été membre, en France, du Conseil d'analyse économique et du Haut conseil pour la science et la technologie. En 2011, Elyès Jouini a été membre du gouvernement provisoire tunisien (gouvernement Ghannouchi II) au poste de Ministre auprès du Premier Ministre chargé des réformes économiques et sociales et de la coordination entre les ministères concernés. Il a ensuite accompagné le gouvernement Caïd Essebsi pour sa participation au G8 de Deauville en tant que Sherpa. Elyès Jouini a été, en 1990, le fondateur et premier président de l'ATUGE (association des tunisiens des grandes écoles françaises) qui compte aujourd'hui près de 3 000 membres avec des représentations à Tunis, Paris, Londres et en province. Il est membre du comité de direction du pôle de compétitivité mondial Finance Innovation, membre du Conseil de surveillance de la Fondation du Risque, conseiller scientifique de l'Institut Europlace de Finance et a été membre du conseil scientifique de la Fondation Banque de France. Il est, en Tunisie, administrateur de la COMAR (Assurances), de la Banque de Tunisie et d'ENDA (mico-finance). Elyès Jouini est chevalier de la Légion d'Honneur.*